

Santé

En tant que membre de la Commission Santé publique, ma priorité absolue à travers mon travail législatif et mes interventions a été de **veiller à des soins de santé accessibles pour tous**. La qualité de la prise en charge, la garantie de soins accessibles à tous et le modèle de concertation sociale constituent en effet des piliers de notre système de soins de santé. Face aux coupes budgétaires qui se sont élevées à **plus d'un milliard au cours de cette législature**, il m'est apparu indispensable de poursuivre mon engagement afin de défendre les conquêtes sociales et maintenir le principe de solidarité face à la maladie qui sont à la base de notre modèle de santé. Cela est d'autant plus essentiel que le coût des soins de santé représente aujourd'hui encore un obstacle pour de plus en plus de personnes, ce qui amène un belge sur cinq à reporter des soins faute de moyens.

C'est ainsi que lors de mes nombreuses interventions auprès de la Ministre de la Santé Maggie De Block, j'ai fustigé les économies réalisées sur le dos des patients et déposé une série de questions, notamment sur l'augmentation du ticket modérateur pour les antibiotiques, sur la facturation abusive de mammographies, sur l'accès aux soins des migrants, sur le remboursement des honoraires forfaitaires des radiographies, sur le refus de certains médecins d'appliquer le tiers payant obligatoire, sur le remboursement des traitements VIH, sur le financement des infrastructures hospitalières, sur les améliorations dans le remboursement des soins dentaires, sur le financement de la radiothérapie, sur le moratoire sur les maisons médicales, sur la diminution du remboursement de la kinésithérapie pour les personnes atteintes de fibromyalgie,...

J'ai par ailleurs déposé plusieurs propositions de résolution ou de loi ayant pour objectif de garantir l'accès aux soins pour tous parmi lesquelles : une proposition de résolution visant à la gratuité effective des soins pour les jeunes de moins de 18 ans, une proposition de résolution demandant au gouvernement fédéral de mettre en place un « Plan national autisme », une proposition de résolution visant à permettre le recours au dépistage décentralisé et démedicalisé à l'égard de groupes cibles prioritaires particulièrement vulnérables face au VIH, une proposition de résolution visant à permettre le remboursement du traitement prophylactique pré-exposition du VIH (une proposition suivie d'effets puisque la Ministre de la Santé annonçait quelques semaines plus tard que ce traitement préventif serait intégralement remboursé pour les personnes exposées à un risque élevé) ou encore une proposition de loi visant à appliquer un taux de TVA réduit à l'ensemble des produits de protection hygiénique féminine.

Une autre question qui me semble importante et que j'ai initiée dès le début de législature notamment en déposant une proposition de résolution est la suppression de l'exclusion du don de sang de personnes en raison de leur orientation sexuelle. A cet égard, j'estimais en effet que les comportements à risque ne sont pas l'apanage des homosexuels et que, s'il est indispensable de veiller à la sécurité du sang transfusé, l'exclusion systématique du don de sang des "hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes" est stigmatisante et devait être supprimée. Après avoir poussé la Ministre à agir en la matière, notamment en adressant de multiples questions sur le sujet, j'apprenais le 7 novembre 2016, qu'enfin les hommes homosexuels n'étaient plus définitivement exclus du don de sang. Toutefois, je lui ai fait part en l'interrogeant à nouveau sur le sujet de ma déception au regard du fait que les

HSH ne pourraient prétendre au don de sang qu'après un an d'abstinence de rapports sexuels avec un autre homme : « *Avec cette mesure, qui est une véritable ouverture en trompe l'œil, vous contribuez à alimenter le mythe d'une communauté dont les pratiques sexuelles seraient systématiquement dangereuses, risquées, voire malsaines et nourrissez l'idée que l'homosexualité serait nécessairement porteuse de maladie* ».

Environnement

La défense de l'environnement et la lutte contre le réchauffement climatique sont des défis majeurs de ce début de XXI^e siècle. Cela est d'autant plus vrai que les dégradations de l'environnement ont tendance à renforcer les inégalités sociales dans la mesure où se sont en général les moins favorisés qui en souffrent le plus. En effet, ce sont souvent les personnes les moins favorisées qui vivent dans les quartiers plus pollués, dans les zones où la circulation routière est dense ou dans des quartiers sans espaces verts. En tant que membre de cette commission, j'ai naturellement adressé plusieurs questions à la Ministre Marghem sur diverses thématiques :

Biodiversité : la lutte contre les espèces envahissantes, actions favorisant la préservation de la biodiversité, lutte contre le commerce illégal du bois, plan contre le commerce illégal des espèces sauvages, lutte contre le commerce illégal des espèces menacées,...

Lutte contre le changement climatique : les procédures de tests automobiles, la mise en œuvre d'un Centre Fédéral d'Excellence sur le Climat, développement de l'éolien off-shore, le « Burdensharing », la Commission nationale Climat,...

Environnement : le registre des nanomatériaux, les moyens mis en œuvre afin de limiter l'utilisation des sacs plastiques, sur le plan fédéral de développement durable, le rapport fédéral sur l'environnement,...

En plus de ces questions, j'ai interrogé et me suis investi dans deux gros dossiers à savoir la COP 21 et le DieselGate.

Concernant la COP 21, j'ai surtout regretté le manque de préparation de la Belgique pour ce rendez-vous présenté comme essentiel pour l'avenir de notre planète. C'est ainsi que j'ai interpellé le Premier-Ministre en séance plénière, regrettant qu'alors qu'il tentait de rassurer pendant les 3 minutes de temps de parole qui lui étaient attribuées à la tribune de la COP 21, nous étions la risée du pays, de l'Europe, voire des 150 dirigeants du monde entier qui l'accompagnaient étant donné que le "prix fossile" était décerné à la Belgique pour son comportement en matière climatique.

Alors que depuis plusieurs mois, des dizaines de milliers d'étudiants manifestent le jeudi après-midi pour réclamer auprès du Gouvernement démissionnaire Michel des mesures fortes en faveur de la lutte contre le réchauffement climatique. En tant que référent climat pour le Parti Socialiste, j'ai ainsi relayé les inquiétudes légitimes de tous ces jeunes au sein de l'hémicycle en interrogeant le Premier Ministre en séance plénière.

Pour ce qui est du DieselGate, et en temps que Vice-président de la Commission spéciale qui s'est penchée sur cette matière, le message que j'ai porté consistait essentiellement à inciter le gouvernement à revenir sur sa décision de ne pas se prononcer en faveur d'une indemnisation financière des clients belges trompés par Volkswagen. En effet, comme je l'ai affirmé au cours d'une de mes interventions, *« cette frilosité face au géant VW est inacceptable, surtout quand on sait que les consommateurs américains vont, de leur côté, recevoir des milliers de dollars de compensation de la part du constructeur européen VW. [...] Le parlement doit envoyer un signal fort à Volkswagen : un consommateur européen vaut bien un consommateur américain, il faut une égalité de traitement ! »*

Parallèlement à ces questions, j'ai déposé diverses propositions de résolution notamment en vue de mettre en œuvre une transition environnementale qui soit socialement juste, plus que nécessaire pour l'avenir de notre planète et dans un monde où les inégalités sociales sont à leur paroxysme ou encore pour que l'économie circulaire soit valorisée.

Autres dossiers

Durant cette législature, je me suis investi dans une série de « gros dossiers », parmi lesquels l'utilisation du glyphosate. C'est ainsi que j'ai interrogé à deux reprises le Ministre sur les évolutions concernant la prolongation de la licence de ce produit au sein de l'Union européenne et pourquoi la Belgique ne s'était pas positionnée contre le renouvellement de la licence de ce produit considéré comme cancérigène probable par l'OMS.

En ce qui concerne les Affaires sociales, je me suis mobilisé contre les violences faites aux femmes et pour une égalité réelle entre les femmes et les hommes. A cet égard, j'ai déposé une proposition de résolution visant à améliorer le congé parental afin de tendre vers une meilleure égalité entre les hommes et les femmes, une proposition de loi modifiant la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes afin de promouvoir les bonnes pratiques entre les entreprises et de permettre la création d'un label « Égalité salariale » ou encore une proposition de loi visant l'obligation de la parité salariale dans les entreprises privées. J'ai par ailleurs déposé une proposition de résolution visant à clarifier et à abroger le régime des pensions octroyées aux anciens collaborateurs militaires belges du régime national-socialiste allemand durant la Seconde Guerre mondiale

En juin 2018, je déposais en outre, avec Elio Di Rupo, une proposition de loi visant à reconnaître à l'animal le statut d'être vivant doué de sensibilité.

Certes je suis élu de la nation et dois donc travailler pour le bien de tous les Belges. Cependant, je reste un élu de Wallonie picarde, bourgmestre d'Estaimpuis. A cet égard, j'ai adressé plusieurs questions concernant des problématiques liées à notre belle région et l'entité qui Vit ! Aux Ministres de la Mobilité sur le nouveau plan de transport de la SNCB et de ses conséquences pour la Wallonie picarde ou sur l'avenir des gares de Mouscron et Herseaux ; à la Ministre de la Santé publique, sur le traitement de l'ichtyose, maladie rare dont est atteinte une jeune mouscronnoise dont les parents mobilisent toute leur énergie pour financer ses soins au coût très élevé car ils ne sont pas remboursés par la Sécurité sociale ; au Ministre de la Justice, Koen Geens sur le gel des embauches à la prison de Leuze, sur les programmes de réinsertion des détenus au sein de la prison de Tournai, sur l'avenir

du tribunal de Tournai ; au Ministre de l'Emploi Kris Peeters sur les licenciements effectués à La Redoute à Estaimpuis, sur la lutte contre le dumping social ; au Ministre de l'Agriculture sur les équivalences entre la Phytolice et le Certiphyto ; au Ministre de l'Intérieur sur le placement de caméras ANPR le long de la frontière,

Perspectives

Au terme de ce bilan non exhaustif, je peux modestement affirmer qu'au cours de cette première expérience de député au parlement fédéral, j'ai tenté d'atteindre, avec la volonté et le dynamisme qui me caractérisent, les objectifs ambitieux que je m'étais fixés. Je ne compte cependant pas m'arrêter là et je suis décidé, si vous me renouvez votre confiance, à faire de cette législature un tremplin pour poursuivre mon action et avec fermeté les propositions éco-sociales du Parti Socialiste à la suite des élections du 26 mai prochain.

Avec vous et pour vous, je souhaite oser l'audace pour mettre en œuvre notre programme. Un programme d'une gauche authentique, moderne, qui appréhende les enjeux d'aujourd'hui et de demain dont les 20 propositions phares sont :

1. Introduire un impôt sur les plus grands patrimoines avec un barème progressif par tranche
2. Globaliser progressivement les revenus, afin que les revenus du capital soient imposés comme les revenus du travail
3. Garantir l'accès à la santé en rendant gratuites les consultations de médecine générale, de dentisterie générale et de psychologie
4. Augmenter le salaire minimum à 14 euros brut par heure (soit 2.300 euros brut par mois) et garantir l'indexation automatique des salaires
5. Instaurer une garantie « Emploi pour tous » : un emploi, une expérience professionnelle formatrice ou une formation professionnelle dans un délai de six mois de l'inscription comme demandeur d'emploi
6. Augmenter les pensions minimales à 1.500 euros net par mois
7. Garantir l'accès à la pension légale à 65 ans
8. Augmenter les allocations sociales au-dessus du seuil de pauvreté
9. Instaurer l'individualisation des droits sociaux en supprimant le statut de cohabitant
10. Réduire la TVA sur l'électricité de 21 à 6%
11. Offrir un repas gratuit de qualité sur le temps de midi à chaque élève de l'enseignement maternel et primaire

12. Lutter contre l'échec scolaire et le redoublement en mettant sur pied un accompagnement personnalisé des élèves, en réduisant la taille des classes lorsque cela s'avère nécessaire et en offrant une heure d'étude dirigée gratuite
13. Refinancer les services publics, en particulier la police (180 millions d'euros par an notamment pour le recrutement de 3.000 policiers locaux et fédéraux supplémentaires), la justice (200 millions d'euros par an) et la SNCB (750 millions d'euros par an)
14. Rendre les droits de greffe proportionnels aux revenus
15. Instaurer progressivement la gratuité dans les transports publics pour les jeunes jusqu'à 25 ans et pour les 65 ans et plus
16. En Wallonie, mettre en place un plan Marshall « Logement » de 2 milliards d'euros sur cinq ans consacrés à la rénovation des logements publics et privés existants, à la construction de 8.000 logements publics
17. Renforcer les prêts à taux 0 et les primes pour la rénovation des logements
18. Mettre en place un mécanisme obligatoire d'encadrement des loyers afin que les loyers pratiqués ne puissent pas dépasser 10% du prix de référence
19. Inscrire dans la loi un congé pour motifs impérieux de minimum 10 jours sans perte de salaire
20. Dépénaliser réellement l'avortement en supprimant toute sanction pénale